

Publications économiques et financières



Conjoncture financière

313 / Octobre 2020

IMPACT DE LA CRISE DE LA COVID-19 SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

L'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES PROGRESSE EN AOÛT

Avec l'accélération de la circulation du virus en Polynésie française au mois d'août, les pouvoirs publics tentent de trouver un compromis entre le maintien de l'activité économique et la nécessité de contraintes sanitaires¹, apportant leur aide en faveur des ménages (revenus de substitution, sauvegarde des emplois) et des entreprises (moratoires sur les prélèvements sociaux et fiscaux, prêts garantis par l'Etat², politique monétaire accommodante...).

En dépit de la réouverture des frontières le 15 juillet, le potentiel du tourisme demeure bridé, cantonné aux marchés américain et européen. En août, le trafic aérien international ne représente qu'un tiers de son niveau de 2019, à savoir 22 000 passagers contre 68 000.

Par conséquent, la consommation des résidents demeure la principale composante de l'activité économique du pays. En août, elle tend à se normaliser comme l'atteste la progression de la valeur moyenne des paiements par carte bancaire ressortant en hausse de 4 % par rapport à la période pré-Covid.

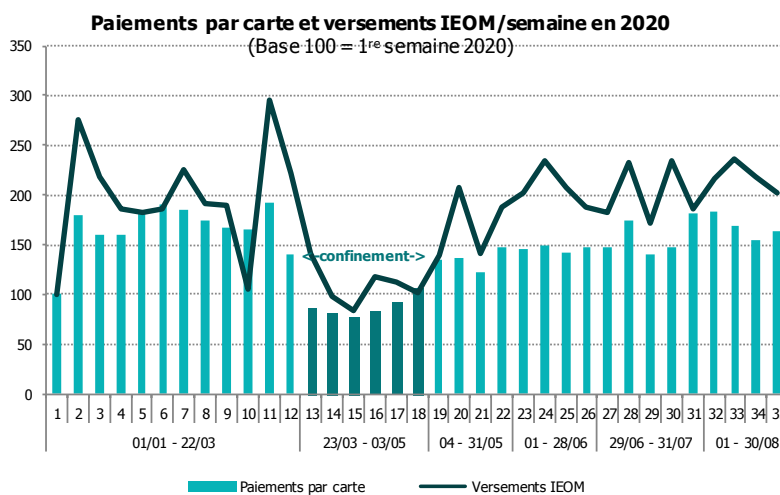
L'analyse des données des banques locales à fin août (encours de dépôts et de crédits, production de crédit) souligne que :

- **La situation financière des ménages se stabilise sur le mois**, leurs flux d'épargne bancaire et d'endettement se compensant. Toutefois, entre mars et août, ils ont accumulé près de 15 milliards de F CFP de liquidités, soucieux de se prémunir dans un environnement incertain.

Leur surplus d'épargne financière nette (dépôts - crédits) depuis mars s'élève ainsi à près de 13 milliards de F CFP.

- **Le tassement de la distribution de PGE**, 1,3 milliard de F CFP en août, après 10 milliards en moyenne mensuelle entre avril et juillet³, et la mise en œuvre de ceux déjà accordés conduisent à une moindre hausse des dettes des entreprises (+1,5 milliard de F CFP, après +14,2 milliards en juillet) et à un reflux de leurs dépôts (-3,9 milliards de F CFP).

Ainsi, la crise Covid-19 concourt à une hausse significative de l'endettement net des entreprises (crédits - dépôts), soit + 9,1 milliards de F CFP depuis mars.



Sources : IEOM - OSB - BDT

¹ La Polynésie française est restée plusieurs mois en alerte 2 et a basculé le 27 août en niveau 3.

² Prêt consenti par les banques aux entreprises de toutes tailles, quelle que soit leur forme juridique (hors sociétés civiles immobilières, établissements de crédit et sociétés de financement) dont le montant ne peut excéder trois mois de chiffre d'affaires, ou deux ans de masse salariale pour les entreprises nouvelles ou innovantes. Destiné à soutenir la trésorerie des entreprises, il bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 90 %, 70 % ou 80 % si l'entreprise emploie plus de 5 000 salariés ou réalise un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 milliard d'euros soit 179 milliards de F CFP.

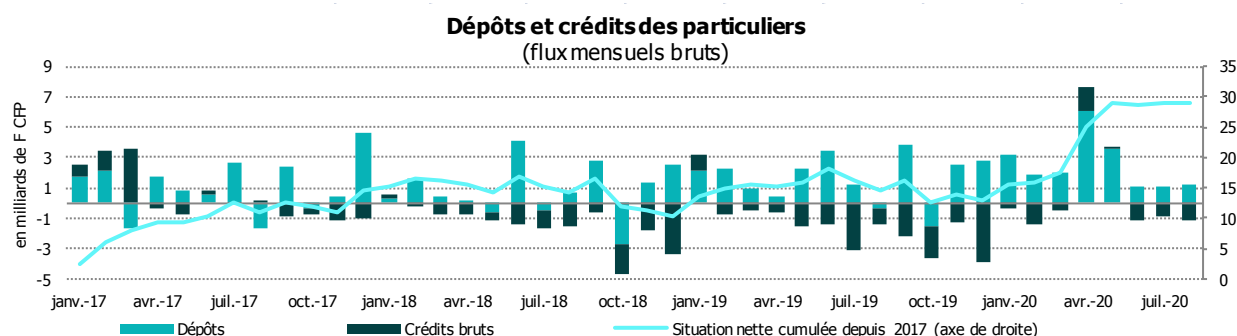
³ PGE accordés et non nécessairement décaissés : 4,3 milliards de F CFP en avril, 9,8 en mai, 12,5 en juin et 11,8 en juillet.

Les dépôts et l'endettement des ménages

Dépôts et crédits bancaires des ménages

Flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours		Flux						Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	août-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	
Dépôts bancaires	309 269	324 225	1 953	6 007	3 605	1 076	1 070	1 244	1 251
Dépôts à vue	104 196	115 596	2 248	3 757	4 248	-477	766	859	796
Dépôts rémunérés	205 074	208 629	-295	2 251	-642	1 553	303	385	455
Cumul depuis mars		14 956	1 953	7 960	11 566	12 642	13 712	14 956	
Crédits bancaires bruts dont :	292 552	294 547	500	-1 646	-142	1 182	934	1 167	832
Consommation (hors crédit-bail)	69 676	68 091	-137	-1 364	-606	177	184	162	109
Habitat	190 476	194 452	600	-350	975	874	1 095	782	826
Autres	22 094	21 710	-20	-89	-203	-88	-72	88	155
Cumul depuis mars		1 995	500	-1 146	-1 288	-105	828	1 995	
Épargne nette cumulée depuis mars			1 453	9 106	12 853	12 747	12 883	12 960	

Source : IEOM



Source : IEOM

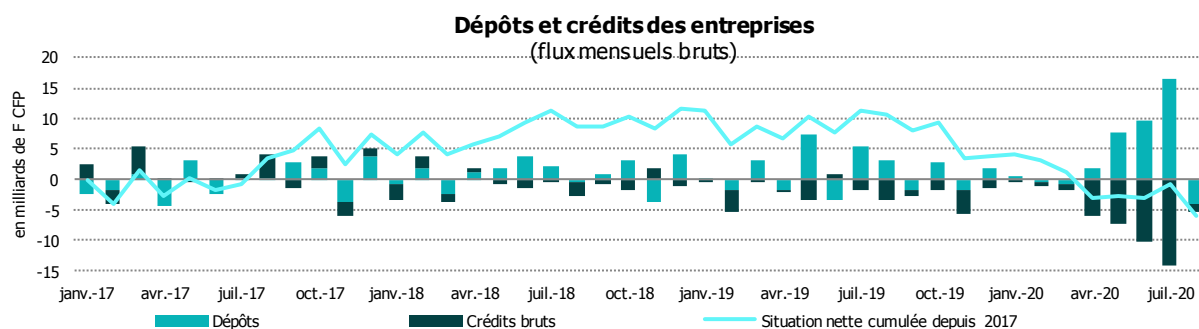
Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

Les dépôts et l'endettement des entreprises

Dépôts et crédits bancaires des entreprises

flux mensuels non cvs en millions de F CFP	Encours		Flux						Moyenne janv-17/févr-20
	févr-20	août-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	
Dépôts bancaires	178 648	209 810	-629	1 835	7 643	9 586	16 609	-3 882	620
Dépôts à vue	133 031	168 705	-406	1 513	8 040	10 502	19 511	-3 486	812
Dépôts rémunérés	45 617	41 105	-223	322	-397	-916	-2 902	-397	-192
Cumul depuis mars		31 162	-629	1 206	8 849	18 436	35 044	31 162	
Crédits bancaires bruts dont :	205 964	246 255	1 113	6 026	7 320	10 070	14 230	1 531	540
Crédits d'exploitation	74 012	107 856	12	4 472	6 299	9 410	12 777	874	353
Crédits à l'investissement (hors crédit-bail)	113 972	119 332	475	345	788	1 036	1 575	1 140	722
Autres crédits	4 120	3 789	-102	26	-28	10	4	-241	23
Cumul depuis mars		40 291	1 113	7 139	14 459	24 529	38 759	40 291	
Endettement net cumulé depuis mars			1 742	5 932	5 609	6 094	3 715	9 128	

Source : IEOM



Source : IEOM

Note de lecture : Pour une meilleure lecture, les flux de dépôts sont situés au-dessus de l'axe des abscisses et le flux net de crédit en dessous de l'axe. Un flux net de crédit « négatif » correspond ainsi à une augmentation de l'endettement net.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. DUFRESNE – Responsable de la rédaction : S. NATIER
Achevé d'imprimer : octobre 2020 – Dépôt légal : octobre 2020 – ISSN 2679-0769